Document généré le 3 juin 2025 04:01

Labour
Journal of Canadian Labour Studies
Le Travail
Revue d'Études Ouvrières Canadiennes

Abstracts / Résumés

Volume 81, printemps 2018

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1048549ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (imprimé)
1911-4842 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

(2018). Abstracts / Résumés. *Labour / Le Travail*, *81*, 321–327.

All Rights Reserved © Canadian Committee on Labour History,

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ABSTRACTS / RÉSUMÉS

La grève générale des charpentiers-menuisiers de Montréal, 1833-1834 : réévaluation d'un acte fondateur autour du concept de légitimité

Robert Tremblay

L'histoire est bien connue. En 1833, peu avant que ne débute la saison de la construction, les compagnons charpentiers-menuisiers de Montréal annoncent qu'ils ne travailleront plus au-delà de dix heures par jour, faute de quoi ils recourront à la grève. À la suite d'une victoire partielle auprès des employeurs, le mouvement reprend de plus belle en 1834 et s'étend même aux maçons, aux cordonniers, aux tailleurs et aux boulangers de Montréal. Une alliance de plusieurs maîtres fera toutefois échouer ce mouvement pour la journée de dix heures, dès le mois de mai 1834. Contrairement à ce que prétendait jadis Catherine Vance dans un article de la revue *The Marxist Quarterly*, rédigé en 1962, nous croyons que l'enjeu de la grève des charpentiers-menuisiers dépassait la seule réclamation de la journée de dix heures. Une enquête approfondie dans les sources nous révèle que nous avons affaire en fait à une lutte de pouvoir entre une nouvelle oligarchie d'entrepreneurs-architectes et une coalition de compagnons et de petits entrepreneurs artisans qui souhaitaient faire reconnaître leur légitimité, dans un contexte où les traditions et les coutumes mutualistes reliées à la pratique du métier de charpentier-menuisier étaient menacées pour la première fois par l'action souterraine de l'économie marchande. Il ressortira de ce conflit deux visions du monde : une conception républicaine du bien commun et de la justice sociale, et une conception libérale du droit de propriété et de l'autorité.

The story is well known. In 1833, shortly before the start of the construction season, the journeyman carpenters of Montreal announced that they would no longer work beyond a ten-hour day, which, if not granted, would provoke them to strike. Following a partial victory with the employers, the movement resumed in 1834 and even extended to the masons, shoemakers, tailors and bakers of Montreal. An alliance of several masters, however, would cause this movement for ten hours a day to collapse, as early as May 1834. Contrary to what Catherine Vance once claimed in an article in *The Marxist*

Quarterly, written in 1962, we believe that the issues of the carpenters' strike went beyond the demand for a ten-hour day. An in-depth investigation into the sources reveals that we are in fact dealing with a power struggle between a new oligarchy of entrepreneurs-architects and a coalition of journeyman carpenters and small-scale artisan entrepreneurs who sought recognition of their legitimacy, in a context where traditions of mutuality and customs related to the practice of carpentry were threatened for the first time by the underground action of the commercial economy. From this conflict would emerge two world visions: a republican conception of the common good and social justice, and a liberal conception of the rights of property and authority.

"Caterpillar Hates Unions More Than It Loves Profits": The Electro-Motive Closure and the Dilemmas of Union Strategy

Stephanie Ross and Jason Russell

The February 2012 closure of London, Ontario's Electro-Motive Diesel by the notoriously anti-union US multinational Caterpillar symbolizes the deep challenges faced by private sector unions in globalized industries. This closure was the final blow in Caterpillar's negotiations with Canadian Auto Workers Local 27. This article explores the implications of changes in corporate structure, investment, and labour-relations strategy in manufacturing that have reduced capital's dependence on production and increased corporate power over workers. Through a detailed case study based on extensive analysis of a range of sources, the authors argue that union strategy must be guided by a more differentiated understanding of corporate structure. While unions can effectively mobilize in response to attacks by anti-union employers, union strategy must first be rooted in a careful study of the employer's structure, strengths and weaknesses, and industry context. Second, unions must develop capacities to intervene at scales beyond the local employment relationship and community. Third, unions must consider more carefully the nature of the various forms of power they seek to deploy and how these forms of power can amplify each other. Even the most effective campaigns will fail to muster leverage over an employer or industry if they neglect developing these forms of knowledge and capacity.

La fermeture, en février 2012, de Electro-Motive Diesel, de London, en Ontario, par la multinationale américaine notoirement antisyndicale Caterpillar, symbolise les défis profonds auxquels sont confrontés les syndicats du secteur privé dans les industries mondialisées. Cette fermeture a été le

dernier coup dur dans les négociations de Caterpillar avec la section locale 27 des Travailleurs canadiens de l'automobile. Cet article porte sur les répercussions des changements dans la structure organisationnelle, l'investissement et la stratégie de relations de travail dans le secteur manufacturier qui ont réduit la dépendance du capital à l'égard de la production et accru le pouvoir des entreprises sur les travailleurs. À l'aide d'une étude de cas détaillée fondée sur une analyse approfondie d'une gamme de sources, les auteurs soutiennent que la stratégie syndicale doit être guidée par une compréhension plus différenciée de la structure de l'entreprise. Alors que les syndicats peuvent effectivement se mobiliser en réponse aux attaques des employeurs antisyndicaux, la stratégie syndicale doit d'abord être ancrée dans une étude attentive de la structure, des forces et des faiblesses de l'employeur et du contexte de l'industrie. Deuxièmement, les syndicats doivent développer des capacités d'intervention à des échelles autres que la relation de travail et la communauté locales. Troisièmement, les syndicats doivent examiner plus attentivement la nature des diverses formes de pouvoir qu'ils cherchent à déployer et comment ces formes de pouvoir peuvent se renforcer mutuellement. Même les campagnes les plus efficaces ne parviendront pas à se mobiliser contre un employeur ou une industrie si elles négligent de développer ces formes de connaissances et de capacités.

Becoming A Dependent Class: Quoddy Herring Fishermen in the 1920s

Brian Payne

This article explores the labour history of the Maine–New Brunswick sardine herring fishery. It looks specifically at the impact of the 1920–21 recession on weir fishermen who provided juvenile herring fish for the Maine canneries. The article argues that Maine canneries successfully formed a buyers' trust, which was a widely accepted form of business integration among government and business leaders during the 1920s, and used that trust to break the independence of weir fishermen. The trust used its power to devalue the market price of herring fish and take control of the supply and production of fish, which forced the fishermen into a dependent class. The article thus sheds light on the impact of recessions and recession recoveries on labourers by illustrating the ill effects of market concentration, which is an economic norm following recessions.

Cet article explore l'histoire du travail de la pêcherie de hareng de sardines du Maine et du Nouveau-Brunswick. Il s'intéresse particulièrement à l'impact de la récession de 1920–21 sur les pêcheurs de poissons-barrages

qui ont fourni du poisson hareng juvénile aux conserveries du Maine. L'article soutient que les conserveries du Maine ont formé avec succès une fiducie d'acheteurs, une forme d'intégration commerciale largement acceptée par le gouvernement et les chefs d'entreprise au cours des années 1920, et ont utilisé cette confiance pour briser l'indépendance des pêcheurs. La fiducie a utilisé son pouvoir pour dévaluer le prix du marché du hareng et prendre le contrôle de l'offre et de la production de poisson, ce qui a obligé les pêcheurs à devenir une classe dépendante. L'article met ainsi en lumière l'impact des récessions et des reprises de récession sur les travailleurs en illustrant les effets néfastes de la concentration du marché, qui est une norme économique après les récessions.

Austérité, flexibilité et précarité au Québec : la fuite en avant

Marie-Pierre Boucher and Yanick Noiseux

L'évolution de l'emploi au Québec et au Canada est marquée par la multiplication des statuts d'emploi, la précarisation et la résurgence du phénomène des travailleurs et travailleuses pauvres. Après un rapide rappel des transformations marquant un glissement vers des politiques néolibérales survenues à la fin des années 1970, nous examinons les récentes transformations de la politique sociale liée au travail à l'ère de l'austérité. Pour ce qui est du gouvernement fédéral, nous examinons le programme d'assurance-emploi ainsi que les programmes concernant les travailleurs migrants temporaires. Pour ce qui est du gouvernement du Québec, nous nous attardons surtout sur les politiques d'aide sociale, ainsi que sur les services de garde à l'enfance. Nous traitons ces programmes en tant que politiques d'emploi et mettons en relief le rôle joué par l'État dans l'approfondissement du virage néolibéral amorcé il y a maintenant près de quarante ans.

Employment in Quebec and Canada has evolved to be characterized by multiple employment statuses, precarity, and the resurgence of the phenomenon of the working poor. After quickly reviewing transformations occurring in the late 1970s that were marked by a shift towards neoliberal policies, we examine the recent changes of social policy related to labour in the era of austerity. With regard to the federal government, we examine the employment insurance program and the temporary migrant worker programs. With regard to the Quebec government, we focus mainly on social assistance policies, as well as on child care services. We treat these programs as employment policies and highlight the role played by the state in deepening the neoliberal shift that began almost forty years ago.

From *Balconville* to *Condoville*, but Where Is Co-opville? Neighbourhood Activism in 1980s Pointe-Saint-Charles

Simon Vickers

Historians of postwar Canada have relegated neighbourhood activism to specific periods of city-wide mobilization. In Montréal, for example, authors who participated in or studied urban social movements describe a rapid decline in activism following the first sovereignty referendum in 1980. This periodization of activism has privileged the experiences of a mostly middle-class left who circulated in activist networks spanning the city and has largely ignored the experiences of working-class people who could not afford to stop organizing in their neighbourhoods. During the 1980s, residents in the Montréal neighbourhood of Pointe-Saint-Charles launched projet St-Charles, a plan to build 500 units of co-operative housing to buttress the deindustrializing area against gentrification. Co-ops were a form of low-income housing that some felt could also serve as the organizational basis for a broader movement of poor and working-class people. Plans did not progress exactly as intended; internal race, gender, class, generational, and linguistic tensions within the neighbourhood complicated attempts by local organizers to build a representational movement, as did the social-spending cutbacks that characterized the neoliberal 1980s. Rather than abandon their principles, projet organizers continued to develop co-op housing, thereby sheltering a social fabric and radical critique in Pointe-Saint-Charles from the violent restructuring of the neoliberal city.

Les historiens du Canada d'après-guerre ont relégué l'activisme de quartier à des périodes spécifiques de mobilisation à l'échelle de la ville. À Montréal, par exemple, les auteurs qui ont participé ou étudié les mouvements sociaux urbains décrivent un déclin rapide de l'activisme après le premier référendum sur la souveraineté en 1980. Cette périodisation de l'activisme a privilégié les expériences d'une gauche de classe moyenne qui circulait dans des réseaux militants de la ville et a largement ignoré les expériences des personnes de la classe ouvrière qui ne pouvaient pas se permettre d'arrêter de s'organiser dans leurs quartiers. Au cours des années 1980, des résidants du quartier montréalais de Pointe-Saint-Charles ont lancé le projet St-Charles, un projet de construction de 500 unités de logements coopératifs pour soutenir la zone de désindustrialisation contre l'embourgeoisement. Les coopératives étaient une forme de logement à faible revenu qui, selon certains, pourrait servir de base organisationnelle pour un mouvement plus large de personnes pauvres et de la classe ouvrière. Les plans n'ont pas progressé exactement comme prévu; les tensions raciales internes, de genre, de classe, générationnelles et linguistiques au sein du quartier ont compliqué les tentatives des organisateurs locaux de

construire un mouvement représentatif, tout comme les compressions des dépenses sociales qui ont caractérisé les années 1980 néolibérales. Plutôt que d'abandonner leurs principes, les organisateurs du PROJET ont continué à développer des coopératives d'habitation, protégeant ainsi un tissu social et une critique radicale à Pointe-Saint-Charles de la restructuration violente de la ville néolibérale.

Inside the Mobilities Regime of Newfoundland and Labrador's Construction Megaprojects: Experiences of Rotational Work Close to Home

Lachlan Barber

This article explores the experiences of construction-industry workers commuting to major project sites with a view to broadening understandings of the meaning and impact of the development of extractive industries in Newfoundland and Labrador since the 1990s. Theoretically, the article draws upon and develops the concept of "mobilities regimes," a formulation that locates relations of power and inequality in the co-constitution of mobility and institutional structures. The empirical findings are based on research conducted between December 2014 and June 2016 as part of the On the Move Partnership, a research initiative examining employment-related geographical mobility (E-RGM) in a variety of sectors and provinces across Canada. The focus is on mobility associated with projects that fall under the provincial Special Project Order (SPO) legislation. A total of 60 interviews to date have been conducted with workers as well as with key informants, including government officials, employers, and labour organizations. The central argument is that a mobilities regime is discernible not only in policies and project documents produced by governments, employers, and labour organizations, but also in the experiences of workers. These gendered experiences reveal that Newfoundland and Labrador's SPO projects enable people who may otherwise commute interprovincially to work close to home, but this work has contradictory meanings for the men and women involved due to the mobility it entails. By making visible the experiences of workers in the mobilities regimes of much-celebrated projects, the article encourages reflection on the effects on workers and their families of the underlying capitalist imperatives driving Newfoundland and Labrador's contemporary economic transition.

Cet article explore les expériences des travailleurs de l'industrie de la construction qui font la navette vers les principaux sites du projet dans le but d'élargir la compréhension du sens et de l'impact du développement

des industries extractives à Terre-Neuve-et-Labrador depuis les années 1990. Théoriquement, l'article s'appuie sur le concept de «régimes de mobilité», qui situe les relations de pouvoir et d'inégalité dans la co-constitution de la mobilité et des structures institutionnelles. Les résultats empiriques sont fondés sur des recherches effectuées entre décembre 2014 et juin 2016 dans le cadre du projet *On the Move Partnership*, une initiative de recherche sur la mobilité géographique liée à l'emploi dans plusieurs secteurs et provinces du Canada. L'accent est mis sur la mobilité associée aux projets relevant de la législation provinciale sur les commandes de projets spéciaux. Au total, 60 entrevues ont été menées avec des travailleurs ainsi qu'avec des informateurs clés, y compris des représentants du gouvernement, des employeurs et des organisations syndicales. L'argument central est qu'un régime de mobilité est lisible non seulement dans les politiques et les documents de projet produits par les gouvernements, les employeurs et les organisations syndicales, mais aussi dans les expériences des travailleurs. Ces expériences de genre révèlent que les projets spéciaux de Terre-Neuve-et-Labrador permettent à des personnes qui peuvent autrement faire la navette interprovinciale de travailler près de chez eux, mais ce travail a des significations contradictoires pour les femmes et les hommes impliqués. En rendant visibles les expériences des travailleurs dans les régimes de mobilité des projets les plus célèbres, l'article encourage la réflexion sur les effets sur les travailleurs et leurs familles des impératifs capitalistes sous-jacents qui alimentent la transition économique contemporaine de Terre-Neuve-et-Labrador.